



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 9 décembre 2020**

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Inspecteur Rouafi Fati, porte-parole de la Force

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RCA, Mankeur Ndiaye et les membres du G5+ achèvent ce mercredi une série de rencontres avec la plupart des 17 candidats à l'élection présidentielle du 27 décembre 2020.

Depuis lundi, les huit États et institutions internationales partenaires de la République centrafricaine, membres du G5+, se sont entretenus ou s'entretiennent avec les candidats des partis URCA, MLPC, CANE, BTK, RDD, PATRIE, MCU, CS, RPR, du PNCN, CRPS, RDC, PCD ainsi qu'avec le candidat indépendant.

Les membres du G5+ ont renouvelé leur engagement à continuer d'accompagner et de suivre le processus électoral pour un environnement propice à la tenue d'élections apaisées et crédibles en coopération avec toutes les parties prenantes et en toute impartialité. Ils ont également appelé les 17 candidats à signer et à respecter le Code de Bonne Conduite des partis politiques et candidats aux élections en RCA.

Le G5+ est formé des États-Unis, de la France, de la Russie, de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de l'Union européenne (UE), de la MINUSCA et de la Banque Mondiale.

Dans son communiqué du 3 décembre, le G5+ avait appelé tous les acteurs et partis politiques, la société civile, les médias ainsi qu'à toutes les forces vives centrafricaines, au respect des décisions de la Cour constitutionnelle, ainsi que toutes les institutions impliquées dans le processus électoral.

De leur côté, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine, l'Ambassadeur Smaïl Chergui, le Président de la Commission de la CEEAC, l'Ambassadeur Gilberto Da Piedade Veríssimo, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et le Haut Représentant de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ont, dans une déclaration conjointe le 4 décembre, appelé les acteurs nationaux centrafricains à respecter les récentes décisions de la Cour constitutionnelle, et à s'abstenir de toute action qui pourrait compromettre la paix et la stabilité.

- La MINUSCA exprime de fortes préoccupations et condamne les alliances entre partis politiques et groupes armés. Elle appelle les groupes armés à respecter leurs engagements et à s'abstenir de poser des actes pouvant entraver le processus électoral. La Mission exprime le souhait que la campagne électorale qui débute le samedi 12 décembre, se déroule de façon apaisée, et lance un appel à tous les candidats pour une campagne électorale apaisée et à bannir tout discours de haine et d'incitation à la violence.

Enfin, la MINUSCA se félicite de l'arrivée en RCA d'une partie du matériel électoral, notamment des isoires, des urnes, des kits, des lampes et des scellés. Les aéronefs de la Mission ont assuré leur transport vers des villes comme Bria, Birao, Nola, Batangafo et Paoua.

- L'Autorité sous-préfectorale des élections de Bria a organisé six ateliers à l'intention de 136 jeunes et des personnes vivant avec un handicap sur différents thèmes comme la gestion des rumeurs, la prévention des conflits, les infractions électorales et les opérations de vote et de dépouillement. L'activité a été soutenue par le bureau de la MINUSCA.

A Paoua, l'Autorité sous-préfectorale des élections et la MINUSCA ont organisé trois ateliers de sensibilisation sur les enjeux des élections, la prévention des rumeurs et des violences électorales à l'intention des femmes, des jeunes et des journalistes. Au total, 48 personnes dont 20 femmes ont été sensibilisées.

DDR

Les opérations de désarmement et de démobilisation (DD) mises en œuvre par l'équipe mobile de l'UEPNDDRR, avec le soutien de la MINUSCA, se sont déroulées à Bria du 26 novembre au 1er décembre 2020. Au total 19 combattants ont été désarmés et démobilisés (11 RPRC, 7 FPRC, 1 FDPC), dont 1 femme, ainsi que 18 armes de guerre et 511 munitions collectées.

DROITS DE L'HOMME

- Les milices armées arabes Misseriyas (trois incidents et 21 victimes), l'UPC (deux incidents et six victimes), la coalition MPC/FPRC et les anti-Balakas (un cas et une victime chaque) sont les principaux auteurs présumés des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire documentées entre le 1er et le 7 décembre 2020. Des agents de l'Etat sont responsables présumés d'un incident ayant affecté une personne.

Sept incidents d'abus et de violations et 29 victimes (15 hommes, 10 femmes, trois mineurs non identifiés et un groupe de victimes collectives) ont été documentés par la Division des Droits de l'homme de la MINUSCA. La préfecture la plus touchée est la Vakaga. Les abus/violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont des cas de meurtre (un cas et sept victimes), d'atteinte à l'intégrité physique (un cas et 13 victimes), torture (un cas et une victime), de privation de liberté (un cas et trois victimes), de confiscation de biens (un cas et trois victimes), destruction de biens (un cas et une victime collective) et d'atteinte à la liberté de réunion (un cas et une victime).

PROTECTION DE L'ENFANT

Entre le 20 novembre et le 3 décembre 2020, l'unité Protection de l'enfant a documenté 268 violations graves des droits des enfants ayant affecté 263 enfants. Sur ce total, 256 violations portent sur le recrutement et l'utilisation des enfants dont 94 filles, par le FPRC (255) à Birao et les anti-Balakas (1) à Bria. Ces enfants ont été recrutés entre 2016 et 2020 et utilisés dans l'exécution de différentes tâches, notamment comme combattants, informateurs, messagers, cuisiniers ou porteurs.

La MINUSCA vérifie actuellement des allégations sur le recrutement et l'utilisation de 10 enfants par le 3R et les anti-Balakas.

Les autres violations graves documentées par l'unité chargée de la Protection de l'enfant sont des meurtres (5), entrave ou déni d'accès humanitaire (4), mutilation (1), viol (1) et attaque contre un hôpital (1). De même, il a été vérifié l'occupation de quatre écoles par les groupes armés.

Dans le cadre de ses activités sensibilisation, l'unité de Protection de l'enfant de la MINUSCA a rencontré des représentants anti-Balakas et du FPRC sur la récente promulgation du Code de protection de l'enfant et sur le recrutement et l'utilisation des enfants. D'autre part, 17 sensibilisations sur les violations graves des droits des enfants ont été organisées, ayant touché 303 participants dont une centaine de femmes.

COVID-19

A la date du 8 décembre 2020, le nombre de cas actifs de Covid-19 enregistrés à la MINUSCA était de 26. Le nombre total de cas accumulés est de 519 dont 481 guéris et quatre décès.

Au cours de la semaine, la MINUSCA a poursuivi son appui aux partenaires locaux dans l'organisation de sessions de sensibilisation sur la pandémie à Bossangoa, Kaga-Bandoro, Bria, Bouar et Bangassou.

BUREAUX DE TERRAIN

- La MINUSCA a remis, la semaine dernière, trois projets à impact rapide : il s'agit du bâtiment de la Mairie de Damara (Ombella-M'poko), du pont Kpaya, sur l'axe Ndjoukou ainsi que l'électrification et la clôture de la Maison de la Femme de Sibut (Kémo). Ces trois réalisations sont destinées à soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat et la cohésion sociale.

- La MINUSCA, en partenariat avec d'autres partenaires, organise une table ronde à Bangui avec les membres du forum local des droits de l'homme et la société civile. L'activité a lieu à l'occasion de la Journée internationale de droits de l'homme, qui a lieu le 10 décembre. La date marque le 62^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle de droits de l'homme.

A l'occasion de cette journée internationale, la conférence de presse de ce mercredi reçoit comme invité le Ahmed Iyane Sow, représentant du Directeur de la Division des Droits de l'homme de la

MINUSCA qui nous parlera du nouveau mandat de la Mission en matière des droits de l'homme y compris par rapport aux prochaines élections.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire est relativement calme sur toute l'étendue du territoire centrafricain, mais une série d'incidents graves, ayant provoqué des pertes humaines et matérielles est à déplorer. Ces violences sont l'œuvre d'éléments des groupes armés locaux et externes. La Force militaire de la MINUSCA, à travers son engagement, continue d'assurer son mandat de protection des populations civiles, de dissuasion de la violence exercée sur celles-ci, et d'appui au gouvernement centrafricain pour la restauration de l'autorité de l'Etat, par un soutien concret tant sur le plan logistique que sécuritaire. La semaine écoulée a été également marquée par l'arrivée de lots importants du matériel électoral et le début de leur acheminement vers l'intérieur.

Dans le cadre de la mise en place d'un environnement sécuritaire propice à la tenue des prochaines élections, des opérations de sécurisation, de réparation de routes et de ponts, de soutien au déploiement des FACA sont menées au quotidien.

A l'Ouest du pays, aucun incident majeur n'a été signalé, mais la Force continue d'exercer une forte pression sur les éléments des groupes armés qui s'adonnent à du brigandage sur les routes et contribuant à installer un climat d'insécurité. Les casques bleus, dans le cadre de l'opération militaire Sécurisation du Nord Secteur Ouest, assure la protection des populations civiles à travers un déploiement large permettant d'entraver les activités criminelles et d'instaurer la sécurité. Des patrouilles robustes se sont focalisées sur les villages autour de Paoua, de Bocaranga au nord et de Nola et Gbambia vers le sud. Couplées aux dispositifs de base temporaires et permanentes, elles permettent d'assurer une présence de jour comme de nuit sur l'ensemble du secteur.

Ainsi, avec une légère hausse par rapport à la semaine précédente, 143 patrouilles ont été conduites durant la semaine écoulée dans l'ouest. Le dispositif sécuritaire mis en place accompagne le retour progressif des FACA et FSI dans le cadre du plan intégré de sécurisation des élections.

Dans le centre du pays, l'accalmie jusqu'ici notée a été perturbée par une série d'incidents, notamment des violences sur les populations civiles par les groupes armés dans un cycle alternatif de représailles et ce sur fond de conflits intercommunautaires liés aux transhumances.

Ainsi il est à déplorer des incidents au niveau de Ngouvouta, Ndomete et les environs immédiats de Kaga Bandoro impliquant des éléments des groupes armés anti-BAlakas et ex-Selekas. Des opérations de sécurisation fortes ont été menées sur chaque site où un incident s'est produit et dans le secteur, afin de rassurer les populations et de mettre fin aux violences. Dans le cadre de leurs opérations, les casques bleus Burundais ont sauvé d'une mort certaine le 02 décembre l'équipage d'un convoi civil que des éléments de groupes armés menaçaient en représailles à un incident survenu la veille à Ngouvouta.

Des ex-Selekas en route pour cette localité ont été stoppés par les casques bleus Burundais à hauteur de Ndomete, pour empêcher une escalade du cycle de violences. Il a été noté également des tentatives, de la part d'éléments armés, d'entraver les mouvements des casques bleus dans le cadre de leurs missions, mais ces dernières sont restées vaines et la Force rappelle à tous sa résolution ferme à faire usage de tous les moyens dont elle dispose dans le cadre de l'atteinte des objectifs fixés par son mandat. Ainsi, 1204 patrouilles ont été effectuées dans le centre durant la semaine passée.

Dans la partie Est, une légère tendance de dégradation de l'accalmie est également notée avec les incidents de Ndanda au nord de Bangassou le 29 Novembre et de Boromata à l'ouest de Birao le 01 Décembre. A Ndanda, deux civils ont été tués par des supposés combattants de l'UPC. L'attaque de Boromata a été l'incident le plus grave observé dans le secteur avec plusieurs victimes et des maisons brûlées lors d'une attaque conduite par des Arabes Messirya provenant du Soudan.

La Force a immédiatement déployé des casques bleus, conjointement avec les FACA, et c'est actuellement un effectif de 75 militaires qui y sont présents. Malgré les conditions de routes difficiles, les casques bleus zambiens n'ont ménagé aucun effort et sont parvenus après plus de 36 heures de trajet à Boromata, où des soins ont été prodigués aux blessés et une base temporaire établie pour assurer la POC. Le déploiement a été précédé par une reconnaissance aérienne pour évaluer la situation et montrer la présence de la Force.

Le commandant du contingent zambien s'est rendu sur site ce samedi pour s'entretenir avec les autorités locales, et une mission humanitaire est prévue ce jour même pour fournir des médicaments et de la nourriture. Par ailleurs, la Force poursuit les patrouilles offensives, de jour comme de nuit, pour assurer la protection des populations civiles et dissuader toute menace dans les localités voisines de Birao, Bria et Obo. Au total, 582 patrouilles ont été conduites la semaine dernière dans la région, notamment Birao, Bria et Obo.

Enfin à Bangui, la Force assure toujours la protection du matériel électoral à M'poko dont l'arrivée en territoire centrafricain et l'acheminement vers l'intérieur est en cour avec le soutien des aéronefs de la MINUSCA. Dans Bangui et ses environs, 460 patrouilles ont été menées la semaine dernière de jour comme de nuit.

Dans le cadre de son mandat de protection des populations civiles, la Force a mené un total 2395 de patrouilles, dont 368 conjointes avec les FACA, sur le territoire centrafricain durant la semaine écoulée.

Dans le cadre du soutien aux opérations électorales, la FORCE a vu ses capacités renforcées avec d'une part la prise de service effective depuis bientôt un mois de l'unité aérienne du Bangladesh et d'autre part par un renfort par les missions voisines, notamment deux hélicoptères de l'UNAMID et un avion de la MONUSCO. A cela s'ajoute la mise en service de nouveaux vecteurs de reconnaissance et de surveillance aérienne qui renforcent la couverture déjà en place. A ce jour, le matériel électoral a été acheminé à Ndél130 (Bamingui-Bangoran), Bria (Haute-Kotto), Batangafo (Ouham), Paoua et Bocaranga (Ouham-Pendé), Nola (Sangha-Mbaéré) et Birao (Vakaga) entre autres.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Pour la composante Police, la semaine écoulée a été marquée par des séances de sensibilisations et des rencontres organisées par les UNPOL en collaboration avec les Forces de Sécurité Intérieure et les autorités centrafricaines dans le cadre de la sécurisation des prochaines élections.

A Bangui, le 04 décembre 2020, UNPOL a procédé au lancement d'une campagne de sensibilisation sur la non-violence et la gestion des rumeurs en période électorale, afin d'éviter toutes formes de violences durant le processus électoral. Cette campagne de sensibilisation qui va se tenir dans tous les arrondissements de Bangui, Bimbo et Bégoua, regroupera les FSI, maires, chefs de quartiers, leaders religieux, responsables des associations et regroupements des femmes et des jeunes, dans un cadre de réflexion et d'échanges sur les causes des violences électorales, leurs conséquences et comment les prévenir pour la tenue des élections apaisées.

Les 02, 03 et 07 décembre, UNPOL a coordonné la formation de 12 FSI dont 05 femmes, désignées pour servir comme opérateurs sur la réception et l'orientation des appels sur la Ligne verte 1325, ayant pour but le renforcement de la participation des femmes aux élections et dont le lancement officiel est prévu dans les jours à venir. Notifions que cette ligne a la capacité de réception de 30 appels simultanés pour permettre aux femmes électrices et candidates de passer des appels de détresse durant tout le processus électoral.

© SCPI 2020